

Pluraliste et unie ? Les dures illusions d'Emmanuel Macron sur la nouvelle Syrie

En déroulant le tapis rouge à l'ancien chef d'Al-Qaïda à Damas, Emmanuel Macron sacrifie le rôle moral de la France et la sécurité des minorités d'Orient sur l'autel d'un pragmatisme économique tardif et hautement controversé.

[Michel Fayad](#) ↗



Ce qu'il faut en retenir :

- **Adoubement d'un bourreau** : En accueillant Ahmed al-Charaa (ex-Joulani), ancien chef d'Al-Qaïda en Syrie dont la tête était mise à prix, Emmanuel Macron opère un reniement moral majeur en transformant la diplomatie française en outil de légitimation d'un profil terroriste sulfureux.
- **Faux-semblant d'une Syrie unie** : Le discours élyséen sur une Syrie « plurielle et sûre » occulte la réalité d'un régime islamiste autoritaire, marqué par les massacres récents des minorités (Alaouites, Druzes) et le non-respect des accords d'intégration avec les Kurdes.
- **Sécurité déléguée à l'agresseur** : Vouloir bâtir une coopération sécuritaire avec Damas revient à confier la protection de la France aux héritiers idéologiques des attentats de 2015. Al-Charaa a libéré des milliers de prisonniers de Daesh pour entretenir la menace et monnayer son aide.

- **Diplomatie de force de vente** : En déplaçant une délégation de patrons pour grappiller les miettes de la reconstruction face aux capitaux américains et qataris, la France abandonne son rôle historique de protectrice des minorités d'Orient pour une simple logique de carnet de commandes.

Atlantico : Emmanuel Macron avait déjà été le premier dirigeant occidental à accueillir Ahmad al-Chareh, en mai 2025. Il est désormais à Damas pour rencontrer Joulani (Ahmed al-Charaa). Pour rappel, il s'agit de l'ancien chef d'Al-Qaïda en Syrie, dont la tête était mise à prix par Washington. Alors que l'Élysée justifie cette visite par un nécessaire "pragmatisme", comment analyser ce virage diplomatique qui voit la France dérouler le tapis rouge à un profil aussi sulfureux ?

Michel Fayad : Le mot « pragmatisme » est devenu le cache-misère de nos renoncements. Le pragmatisme, ce serait parler à un adversaire pour défendre un intérêt. Or la France ne parle pas à Ahmed al-Charaa : elle le sacre. Tapis rouge, dîner d'État, délégation d'affaires, conférence de presse au palais présidentiel – ce n'est pas de la realpolitik, c'est un adoubement.

Rappelons qui l'on adoube. En quinze ans, cet homme a changé de nom comme on change de chemise : Joulani, émir de l'État islamique en Irak, puis fondateur d'al-Nosra – la branche syrienne d'al-Qaïda –, puis al-Qaïda au Levant, puis Fatah al-Cham, puis Hayat Tahrir al-Cham, et enfin, le pouvoir venu, « al-Charaa ». Un serpent qui mue. À chaque mue, la même peau : l'idéologie n'a pas bougé d'un pouce. Sa tête a longtemps valu dix millions de dollars, promis par Washington pour toute information permettant de le localiser ; la conseillère de Donald Trump le résumait d'un mot, « Daesh light » ; l'opposition syrienne non-violente, par la voix de Haytham Manna, l'a même accusé d'avoir prêté la main aux bombardements chimiques de la Ghouta, en 2013 ; et lui-même, sur la chaîne américaine PBS, a reconnu s'être « réjoui » du 11 septembre.

Voilà l'homme. Et voici la rupture morale : Emmanuel Macron avait déjà été le tout premier dirigeant occidental à le recevoir officiellement, le 7 mai 2025 – quelques semaines seulement après le massacre des Alaouites de mars, un génocide filmé, des milliers de morts. On ne serre pas cette main-là au nom du « pragmatisme » : on la lave. Que Macron rencontre aussi, pour la forme, le directeur d'une ONG des droits humains ne change rien au fond – c'est la feuille de vigne, pas la substance. La substance, c'est que la patrie des droits de l'homme, protectrice historique des chrétiens et des minorités d'Orient, a choisi le bourreau contre les victimes. Le « pragmatisme », ici, n'est pas une politique. C'est un alibi.

Le Président a communiqué sur X sur son ambition pour une "Syrie souveraine, unie dans sa pluralité". Face à la réalité du terrain et au passé de l'homme qu'il rencontre, de quelle Syrie parle-t-il exactement ? N'est-ce pas une formule vide de sens, voire une communication déconnectée, quand on observe l'exclusion des minorités et les tensions qui persistent sous le pouvoir actuel ?

Certainement pas de celle qui existe. Confrontons chaque mot au réel.

« Plurielle » ? Cette Syrie a brûlé ses Alaouites en mars, caméras allumées, avant de s'en prendre aux Druzes – un massacre que seuls les bombardements israéliens, appuyés d'une menace d'intervention, ont arrêté. « Unie » ? Elle refuse aux Kurdes, principaux vainqueurs de Daesh sur le terrain, la reconnaissance comme communauté à part entière, les postes promis, l'intégration de leurs institutions – tout ce que garantissait l'accord du 10 mars 2025, resté lettre morte – et prépare, via une Constitution taillée pour un seul homme, l'islamisation du pays. « Sûre » ? Le matin même, des explosions résonnaient tout près de l'hôtel présidentiel.

Et là, le détail est cruel : Emmanuel Macron a déclaré ne pas les avoir entendues. On veut bien le croire – il fait chaud à Damas, et l'hôte fournit la climatisation. Mais l'image résume le déplacement tout entier : un président qui vante une Syrie « sûre » et qui, littéralement, n'entend pas les bombes tomber à côté de lui.

Quant au « peuple descendu dans la rue » pour renverser le régime, c'est une réécriture : Bachar el-Assad n'est pas tombé sous les pancartes, il est tombé sous l'offensive armée de Joulani. La formule n'est donc pas seulement creuse – elle est trompeuse. Elle plaque un vocabulaire démocratique sur son exact contraire et, à force de vendre de l'« espoir », finit par recouvrir des charniers d'un vernis de respectabilité. En célébrant une Syrie « diverse », on ne décrit pas les minorités : on les efface une seconde fois.

Le Président Macron a insisté sur une coopération sécuritaire accrue avec Damas, en invoquant la menace des attentats de 2015. Comment peut-on construire une architecture de sécurité fiable pour la France en s'alliant avec les héritiers directs de ceux qui ont orchestré le terrorisme djihadiste sur notre sol ?

C'est le paradoxe le plus vertigineux de la visite. En conférence de presse, le Président a rappelé que la France avait été frappée en 2015 par des attentats planifiés, selon ses propres mots, « en Syrie » – puis, dans la foulée, a annoncé vouloir « coopérer avec Damas sur le plan sécuritaire ». Traduisons : on honore la mémoire de nos morts du 13-Novembre, planifiés depuis la Syrie, en confiant notre sécurité à leurs héritiers idéologiques.

Car qui compose l'appareil sécuritaire syrien ? L'ancien Hayat Tahrir al-Cham – l'ex-branche syrienne d'al-Qaïda – reconverti en « armée nationale ». Les mêmes hommes, un uniforme neuf, avec à leur tête un homme qui fut l'émir délégué de l'État islamique dans le gouvernorat de Ninive.

Le vice est structurel : la survie politique de ce pouvoir dépend de l'instabilité. Joulani a rouvert les prisons ; selon le renseignement irakien, le nombre de djihadistes de Daesh en liberté est passé de deux mille à dix mille en un an – car ce sont ses anciens compagnons d'armes, ceux-là mêmes qu'il commandait à Ninive, et que ni Assad, ni les Kurdes, ni les Occidentaux n'auraient osé relâcher. Il entretient la menace dont il se pose ensuite en rempart, et pour laquelle il réclamera des fonds : les explosions du 7 juillet tombent d'ailleurs à point pour demander à Paris de l'argent afin de « combattre Daesh ». Le pompier a besoin de l'incendie.

Plus grave encore : cet homme manipule déjà les décisions de sécurité de ses nouveaux « partenaires ». L'expert défense Matthias Inbar a rapporté, sur i24, que Donald Trump aurait annulé une opération israélo-américaine contre l'Iran sous la pression d'Erdogan et de Joulani. Et Washington, qui se méfiait de lui, avait pris soin – via le CENTCOM – de transférer 7 000 prisonniers de Daesh au Kurdistan irakien plutôt que de les lui laisser. Quand l'allié américain lui-même déménage les prisonniers par prudence, de quel droit Paris lui remet-il les clés de notre sécurité ? On ne délègue pas sa défense nationale à un acteur qui a intérêt au chaos, et dont l'idéologie est celle qui a armé les mains du Bataclan. Ce n'est pas une architecture de sécurité : c'est une dépendance envers nos propres agresseurs.

Emmanuel Macron est à Damas avec une délégation d'investisseurs. Au-delà des discours, cette visite n'est-elle pas, dans les faits, une simple course pour rattraper le retard de la France face aux capitaux qataris et américains qui ont déjà verrouillé la reconstruction depuis 2025 ? Sommes-nous passés d'une diplomatie d'influence à une diplomatie de 'force de vente' pour nos entreprises ?"

Au-delà des discours, cette visite est d'abord une course commerciale – et une course en retard. La reconstruction, les capitaux du Golfe et les Américains l'ont largement verrouillée dès 2025. L'ordre de grandeur donne le vertige : la seule tournée de Donald Trump dans le Golfe lui a rapporté plus de trois mille milliards de dollars de promesses de contrats, et le Qatar y a ajouté un avion présidentiel de quatre cents millions – toilettes en or comprises. La France arrive après la bataille, sa délégation de patrons sous le bras, pour grappiller ce que Doha et Washington voudront bien lui laisser.

Vous employez le mot juste : nous sommes passés d'une diplomatie d'influence à une diplomatie de force

de vente. La différence est de nature. La première défendait des valeurs, des réseaux, des fidélités – au premier rang, la protection des chrétiens et des minorités d'Orient, rôle historique de la France. La seconde ne défend qu'un carnet de commandes.

Et le prix de ce troc est exorbitant. Pour espérer signer, il faut légitimer le régime ; pour le légitimer, il faut fermer les yeux sur les massacres. La France paie donc en principes ce qu'elle espère encaisser en euros – marché de dupes, car elle y perd deux fois : elle brade son [autorité](#) morale, et n'obtiendra, commercialement, que les miettes concédées par de plus gros joueurs. La politique syrienne de Paris n'est plus commandée par une vision stratégique. Elle l'est par un tableur,

L'inquiétude est vive concernant les ambitions régionales du nouveau pouvoir syrien notamment ses visées sur le Liban. En apportant son crédit politique à un [acteur](#) qui cherche à dominer ses voisins, la France ne risque-t-elle pas d'inviter le loup dans la bergerie et de précipiter une déstabilisation régionale que le Liban avait pourtant réussi à éviter jusqu'ici ?

L'inquiétude est fondée, et elle déborde le seul Liban. En conquérant près de 40 % des territoires que tenaient les Forces démocratiques syriennes, ce pouvoir est devenu une menace directe pour l'Irak : le dirigeant chiite Moqtada al-Sadr a lui-même parlé d'un « début de la fin » d'une extrême gravité. Mais le Liban reste l'obsession première de Joulani. Dès son arrivée au pouvoir, il a annoncé vouloir ressusciter le traité de « fraternité » de 1991, celui de Hafez el-Assad – un texte qui n'est rien d'autre qu'un anchluss, une annexion déguisée.

Or dans quel sens pousse-t-on ? Donald Trump a demandé, en présence de l'émir du Qatar, aux nouvelles autorités syriennes de contribuer au désarmement du Hezbollah ; une stratégie américano-syrienne vise à empêcher l'Iran de l'armer via la Syrie. Et selon l'essayiste franco-syrien Alexandre Rifai, Emmanuel Macron aurait envisagé de proposer à ce pouvoir de participer à une force internationale au Sud-Liban. Notez la nuance : contrairement à Trump, Macron ne l'annoncera pas avant la dernière minute – parce que lui sait ce que cela signifie. Cette discrétion est un aveu : on ne cache que ce dont on a honte. Mais qu'on l'affiche ou qu'on le murmure, l'absurdité reste la même – confier la sécurité du Liban à l'homme qui rêve de l'absorber, c'est, au sens propre, inviter le loup dans la bergerie.

Et cette bergerie n'est pas n'importe laquelle. Le Liban est le seul pays de la région à avoir vaincu Daesh et al-Nosra sans aucune aide étrangère, sous le commandement d'officiers chrétiens menant des soldats de toutes les confessions – précisément l'humiliation que les islamistes ne pardonnent pas. En prêtant son crédit politique à un acteur expansionniste, la France ne stabilise rien : elle valide une menace sur l'un des derniers remparts pluralistes du Levant, et prend le risque d'un effet domino – Liban, puis Irak – que ces pays, seuls, avaient jusqu'ici réussi à contenir. On n'éteint pas un incendie régional en adoubant le pyromane.

Pour conclure, si cette normalisation est une impasse, quelle [alternative](#) crédible existe-t-il ?

Il en existe une, et elle n'a rien d'une chimère : soutenir ceux qui ont réellement combattu le terrorisme, sans compromission, plutôt que d'adouber celui qui l'incarne. Trois axes.

D'abord, cesser d'affaiblir ceux qui ont fait leurs preuves. Le Liban et son armée multiconfessionnelle ont brisé les djihadistes sans aide extérieure : on devrait les renforcer, non leur imposer la tutelle de Damas. Les Kurdes des FDS ont porté au sol la guerre contre Daesh : plutôt que de les livrer à leurs anciens massacreurs, on devrait exiger l'application des garanties du 10 mars 2025 – reconnaissance comme communauté à part entière, retour et protection des déplacés, postes de ministres et de députés, intégration de leurs institutions.

Ensuite, conditionner. Aucun engagement – pas un euro de reconstruction – ne devrait être versé sans contreparties vérifiables : justice pour les victimes alaouites et druzes, [retour](#) effectif des déplacés,

protection réelle des chrétiens et des minorités, fin des discours de haine, désarmement des milices, révision d'une Constitution qui concentre tous les pouvoirs dans une seule main. Les fonds de reconstruction sont un levier, jamais une récompense versée d'avance.

Enfin, ne pas confondre le pouvoir islamiste avec la Syrie. Des alternatives au monopole de Joulani existent : jusque dans les cercles émiratis, on avance des figures moins radicales – tel Manaf Tlass, ancien général sunnite du premier cercle d'Assad, passé à la dissidence dès 2012. Plutôt que de sacraliser « l'homme fort », la France gagnerait à peser pour un chemin réellement pluraliste et représentatif.

En un mot : la lucidité n'est ni l'isolement ni la guerre. C'est parler sans sacrer, soutenir ceux qui combattent la terreur sans en partager l'idéologie, et refuser d'échanger nos principes contre des contrats. Exactement l'inverse de ce qui se joue aujourd'hui à Damas.